

L'EDITO

Déclaration de Thierry Lepaon, Secrétaire général de la CGT- 27 août 2014

Le Premier ministre en meeting au MEDEF !

Pour la deuxième fois sous la Présidence de François Hollande, un Premier ministre de la République est la vedette d'un meeting syndical.

Le Premier ministre a choisi de venir faire applaudir sa politique par le MEDEF, le jour même de la publication des chiffres du chômage qui continuent d'augmenter.

La confusion des genres entre l'État et le MEDEF, le trait d'union qu'il tire entre le Medef et les entreprises, ont quelque chose de scandaleux.

La scénographie de son intervention, après le film de propagande du Medef intitulé, « Un million d'emploi, c'est possible » ne nous dit rien sur : quand, dans quelles entreprises, sur quel territoire, avec quel temps de travail, avec quelle rémunération seront créés ces emplois ? Pour l'instant et malgré les 220 milliards de cadeaux déjà consentis aux entreprises, on n'en a vu aucun.

Aucune stratégie n'est annoncée concernant l'évaluation des politiques publiques en direction des entreprises.



Sur 45 minutes de discours, il consacre une phrase timide sur les comptes qu'elles auront à rendre à la nation.

Il passe sous silence les 220 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises qui ne sont soumises à aucune évaluation alors que tous les observateurs attentifs constatent que le versement du CICE n'a servi ni à l'investissement, ni à l'emploi.

Sur les 40 entreprises du CAC 40, 37 viennent d'augmenter leurs dividendes aux actionnaires, au détriment des investissements, de l'emploi et des salaires.

Le Premier Ministre dit vouloir rassembler pour réformer, mais la question cruciale qui est posée est sur quoi ?, comment ?

Sa réponse est en ligne avec le clip du syndicat patronal. Tout y passe, les attentes du MEDEF sont même anticipées : la simplification du code du travail, le travail du dimanche, la représentation des salariés dans les petites et moyennes entreprises...

Tout cela au motif que la France vivrait au-dessus de ses moyens depuis 40 ans. C'est insupportable !

Où sont les salariés, les retraités, les chômeurs, les jeunes en galère, qui vivent au-dessus de leurs moyens aujourd'hui en France?

- ★ **SOMMAIRE :**
- ★ **L'Edito**
- ★ **Contre l'extrême droite**
- ★ **Remaniement (s)**
- ★ **L'exemplarité en question**
- ★ **Déclaration UD CGT Morbihan**
- ★ **A la DGFiP**
- ★ **CHS-CT**
- ★ **GT RPS**
- ★ **Les brèves**

BONNE RENTREE !

CONTRE l'extrême droite, POUR le progrès social et l'égalité des droits

L'extrême droite prospère sur le terrain de la désespérance sociale et des promesses non tenues. Sa progression n'est pourtant pas inéluctable. Il est de la responsabilité du syndicalisme de mettre les salariés en garde contre l'imposture sociale du FN. Il est de la responsabilité du syndicalisme de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salariés, pour mieux cacher leur incapacité à tracer des perspectives d'avenir et de justice sociale. La CGT, FSU et Solidaires lancent une campagne commune pour combattre les idées d'extrême droite. La première étape de cette campagne était un meeting (avec la participation des premiers responsables de chaque organisation) dans les locaux de la CGT à Montreuil, le 29 janvier au terme d'une journée de débats et de réflexion. A l'issue de cette journée, les cinq organisations ont lancé un [appel commun](#):

Dans un contexte européen marqué par la remontée de

courants d'extrême droite, où la France n'est pas épargnée comme en témoignent les mobilisations réactionnaires qui se développent, nos organisations restent déterminées à combattre les idées, les propos et les pratiques xénophobes, homophobes, sexistes, racistes et antirépublicaines.

C'est notamment parce que la montée des idées et de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front national, impacte de plus en plus le monde du travail et l'ensemble de la société que le mouvement syndical est concerné et doit prendre ses responsabilités. Nous savons que l'absence d'alternatives à la crise, l'aggravation de la situation sociale subies par les travailleurs de toutes origines, du privé comme du public, mais aussi par les chômeurs, les jeunes et les retraités fournissent un terreau exploité par l'extrême droite.

Nos organisations syndicales s'engagent à lutter contre l'imposture sociale de

l'extrême droite. Nous décidons d'une campagne de longue durée marquée par des initiatives larges communes dans les entreprises, les administrations, les services publics et les universités, appuyée sur un travail concret de terrain. Nous décidons d'agir ensemble dans la durée et de nous doter d'outils et de moyens permanents pour faire face à l'extrême droite. D'ores et déjà, dans les semaines qui viennent, des initiatives unitaires s'organisent dans plusieurs régions.

Notre travail s'inscrit dans le prolongement de l'appel « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme », signé en mars 2011.

Nos organisations, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et Fidl, appellent toutes les organisations syndicales à rassembler leurs forces contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques, à nous retrouver pour poursuivre cet engagement.

Quand le gouvernement valse!

« Ce n'est pas une chose de peu d'importance que de choisir ses ministres. Car c'est par les gens que le prince tient auprès de sa personne que l'on juge de son esprit et de sa prudence. » Nicolas Machiavel.

La claque reçue lors des élections municipales par le gouvernement « Ayrault » a marqué la rupture entre les citoyens et la politique mise en place depuis le début de ce quinquennat. Loin d'entendre les voix qui se sont ainsi exprimées, le remaniement gouvernemental qui a suivi a été la marque d'une fuite en avant dans l'austérité. La feuille de route annoncée par le gouvernement « Valls » au travers

du « Programme de stabilité » est ainsi venue accentuer l'offensive contre le travail. La CGT avait dénoncé l'échec économique dans lequel cette politique allait mener le pays.

Les chiffres communiqués par l'INSEE cet été ont confirmé la gravité de la situation économique et sociale, le pays étant même considéré comme étant au bord de la déflation. Visiblement partisan de la méthode « Coué », le président de la République lors de son interview du 20 août s'obstine et refuse de tirer le bilan de sa politique qui a déjà offert au patronat 220 milliards d'euros sur le dos des salariés. Il a ainsi refusé d'entendre les 94 exigences et les 5 priorités formulées par la CGT lors de la conférence sociale de juillet 2014, qui permettraient de mettre fin à l'austérité et de renouer avec la croissance.

Navigant entre échecs et désaveux, la politique gouvernementale se teinte même d'un certain amateurisme : celui-ci avait fait de la baisse des cotisations sociales le levier de sa politique pour redonner du pouvoir d'achat aux français. Alors que cette mesure aurait constitué un hold-up sur la protection sociale, soulevant d'ailleurs des levées de boucliers au Sénat, le gouvernement a vu cette mesure être censurée par le Conseil Constitutionnel cet été.

C'est dans ce contexte qu'une démission du gouvernement vient d'être annoncée, l'échec latent de cette politique créant des dissensions internes à celui-ci. A peine cinq mois après la mise en place d'un nouveau premier ministre, le remaniement annoncé démontre l'incapacité à convaincre du bien fondé de cette politique en l'absence de résultats économiques probants. Une nouvelle organisation à Bercy est attendue, alors que les têtes ont déjà changé il y a peu.

La solution ne réside pas dans une crise politique permanente, mais bien dans l'application d'une politique différente répondant aux attentes des salariés. La CGT revendique haut et fort la nécessité de rompre avec ces politiques néfastes. Plus que jamais l'heure est de dire non aux exigences patronales, aux marchés financiers, aux libéraux de la Commission européenne et d'imposer les revendications des salariés.

L'exemplarité en question

« *Les conneries, c'est comme les impôts, on finit toujours par les payer* » Michel Audiard

Pour faire taire les voix qui au sein du gouvernement remettaient en cause les choix économiques désastreux mis en œuvre, le binôme Président – 1er ministre a procédé à un remaniement à peine quelques mois après une recomposition du gouvernement. Il n'aura fallu que quelques jours pour qu'un nouveau couac survienne avec la démission de Thomas Thévenoud tout fraîchement nommé secrétaire d'État. L'affaire pourrait prêter à sourire si elle ne comportait pas autant d'enjeux et de risques pour la situation du pays.

Monsieur Thévenoud, qui était précédemment député, et membre de la commission d'enquête « Cahuzac », n'était pas en règle au regard de ses obligations déclaratives. La moindre des précautions aurait été que ceux qui l'ont nommés s'assurent de sa probité. Lui-même aurait dû avoir la décence de refuser le **poste se sachant en irrégularité**.

Pour la CGT Finances Publiques, il est encore plus problématique de l'entendre se défendre en indiquant n'avoir "*jamais fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire ou fiscale*" : **en pleine échéance d'impôt sur le revenu cela place une nouvelle fois la DGFIP et les agents qui y travaillent dans l'œil du cyclone**. Cette absence de poursuites va nourrir l'idée de missions fiscales laissées en déchéance, ce que la CGT ne peut cautionner : si des latences existent, elles sont la conséquence des politiques de suppressions d'emploi qui frappent notre administration depuis plus de 10 ans, mettant à mal la bonne exécution des missions.

Moins d'un an après l'adoption des lois relatives à la transparence de la vie publique, cette situation remet de l'huile sur le feu dans une période où la crise économique qui pèse sur le quotidien des français nécessite pourtant de la sérénité au plus haut niveau de l'État. Ceci ne peut que faire le jeu des

forces anti-démocratiques hostiles au monde du travail. La CGT ne peut que s'inquiéter d'une telle situation.

En 9 jours, et à travers ses nouveaux membres, ce gouvernement aura réussi le tour de force de critiquer les 35 heures, de remettre en cause le repos hebdomadaire, de s'attaquer violemment aux privés d'emplois, et maintenant de venir écorner une nouvelle fois le contrat social qui entoure notre système fiscal.

Mieux, après un ministre fraudeur, en voilà maintenant un défaillant ! C'est à se demander à quoi servent les contrôles déontologiques... mais il est vrai, qu'ils ne s'appliquent qu'aux agents de la DGFIP. Pour la CGT Finances Publiques, il est anormal que l'exemplarité soit exigée des seuls agents de la DGFIP.

Au moins, le remplaçant qui vient d'être nommé au poste, aura eu la bonne idée de fournir une déclaration d'intérêt lisible et appuyée de documents justificatifs. Espérons juste qu'il n'ait pas omis quelque chose... et souhaitons simplement que le gouvernement, instruit par ces déboires, donnent à la DGFIP les moyens de remplir complètement ces missions.

Déclaration de l'UD CGT Morbihan suite à l'intervention du ministre du travail

François Rebsamen reconnaît un échec en matière de chômage depuis le début du quinquennat de François Hollande.

Incapable d'inverser la courbe du chômage, le ministre du travail s'en prend aux chômeurs, ils sont montrés du doigt et stigmatisés une fois de plus : « Il faut renforcer les contrôles, demander plus de preuves de la recherche d'emploi sinon on est radié ». Le retour aux bonnes vieilles méthodes mises en place sous Sarkozy souligne une fois de plus le virage à droite du gouvernement Valls 2.

Rappelons que ce sont les patrons qui licencient et qui donc participent de fait à la hausse du chômage.

« Être demandeur d'emploi n'est pas un état, pas une fonction, pas une position, pas un choix » (Déclaration du ministre du travail sous Valls1).

Il existe déjà des contrôles à Pôle emploi amplifiés depuis janvier par le croisement des fichiers URSAFF et les radiations pour non recherche d'emploi sont marginales (rapport du médiateur pôle emploi).

Dans le Morbihan, 50 000 chômeurs recensés en

2012, 59 000 en 2014 dans le même temps **300 CDI temps plein** étaient proposés par pôle emploi.

L'UD CGT du Morbihan dénonce la politique gouvernementale en matière d'emploi, elle souligne l'inefficacité du Pacte de responsabilité, du CICE, des cadeaux (aide aux employeurs) faits au patronat **sans aucun contrôle** et s'interroge sur l'idée qu'émet « l'entreprise » pour un gouvernement de gauche : **«c'est sanctionner encore plus les privés d'emplois ».**

Lorient, le 1er septembre 2014

Et...à la DGFIP!

Les annonces de la DG sont porteuses de danger pour les agents !

> Sur les moyens de fonctionnement, 31 millions d'euros sont annulés. La DG annonce qu'ils seront retirés au niveau central sans plus de précision pour maintenir les moyens de fonctionnement des directions locales. Raison officielle : maîtrise accrue des dépenses de fonctionnement du réseau. Autant dire que plus on fera d'économies, plus on en retirera...et puis le pacte de responsabilité et l'austérité sont aussi passés par là...

> Sur les emplois : 2 500 emplois en moins pour Bercy, inutile de dire que la DGFIP sera largement impactée sans que le chiffre officiel soit connu aujourd'hui.

> Sur le réseau et les implantations :

– annonce de la création d'un nouveau centre de contact à Chartres qui regroupera les appels de 2 à 3 départements. Et cela avant même que l'expérimentation rouennaise soit réellement lancée.

- renforcement du STDR aux dépens du contrôle fiscal en Ile de France.
- diagnostic du réseau préfigurant des restructurations extrêmement fortes à l'avenir.

Quant aux agents, leurs attentes sont les grandes absentes du discours de la Direction Générale: pas de revalorisation indemnitaire, diminution du plan de qualification, dégradation continue des conditions de travail.

Ce contexte difficile, nous le connaissons malheureusement trop bien. C'est donc maintenant qu'il faut de nouveau passer à l'action. Une intersyndicale DGFIP doit se réunir à la rentrée.

Au niveau Fonction Publique, une journée d'action est en débat. Une inter-fonction publique devrait se tenir pour poursuivre l'action du 15 mai.

Sans aucun doute, c'est une nouvelle fois de notre capacité de mobilisation qui pourra changer le cap et la donne à la DGFIP.

Les chantiers en cours à la DDFiP du Morbihan

A l'ordre du jour du prochain Comité Technique Local: Départementalisation des procédures collectives, fusion des trésoreries de Plouay et Hennebont, réforme SIP/CDIF, organisation des élections professionnelles, bilan de la réorganisation du SIE de Lorient nord, réaménagement de l'accueil de Lorient, bilan de l'évaluation notation 2014, bilan du contrôle interne 2013 et programme 2014.

Et nous suivrons également la progression du projet Troadec à Vannes et les travaux rue Jérôme d'Arradon.

Groupe de travail départemental sur les risques psycho-sociaux

Le CHS-CT a décidé de mettre en place un groupe de travail sur les RPS. Une première réunion a eu lieu début juillet. Elle avait pour but de définir une méthode et la fixation d'objectifs en matière de RPS dans le Morbihan.

Ce que nous avons dit, en préalable : Pour la CGT, il ne faut pas que ce groupe de travail soit l'objectif mais un moyen. Nous devons répondre aux demandes exprimées dans le DUERP, que veut-on réellement ? Accompagner ou supprimer les risques ?

Ils n'ont pas diminué alors qu'un programme annuel de prévention est rédigé chaque année.

Nous espérons que ce GT apporte des solutions et qu'elles soient effectivement mises en œuvre. La CGT refusera de s'auto-censurer sur des demandes qui relèvent du niveau national : emplois et rémunérations notamment. Nous n'accepterons aucune mesure qui aboutirait à des abandons de missions.

La Direction souhaite une meilleure association des agents à l'organisation du travail et restaurer le dialogue. Elle souhaite que le groupe de travail intervienne sur les relations de travail au sens large. « Les agents attendent des réponses de notre part ».

Après en avoir débattu en commission exécutive et après cette 1ère réunion, la section a décidé de consulter ses syndiqué-e-s pour décider si elle devait participer ou non à ce groupe de travail. La consultation est en cours.

Vous pouvez retrouver le guide sur la prévention des risques sociaux (édité par le ministère) à l'adresse suivante : http://dfp560.intranet.dgfip/vie-pratique/CHS/Outils/Outils_CHS.htm#prs

■ Changements dans l'organigramme de la direction

Mme Etienne quitte le service du personnel pour la mission départementale risques et audit. Annie Chambry la remplace. Création d'une division du recouvrement forcé, réorganisation des divisions de la sphère Etat au 1/9/2014 : suppression de la division comptabilité et répartition des services au sein de 2 nouvelles divisions (au lieu de 3). Une division Comptabilité Recettes non fiscales et une division Dépenses Dépôts et services financiers...

Les agents en ont été informés très tardivement tout comme les OS.

La Direction a décidé de nous en parler au prochain CTL convoqué le 22 septembre prochain.

■ Élections professionnelles 4 décembre 2014

Une réunion avec la Direction a eu lieu vendredi 5 septembre 2014 pour présenter l'organisation des élections professionnelles.

Pas beaucoup de nouveautés par rapport à 2011 sauf le seuil de vote à l'urne qui a été relevé de 30 à 60 agents. Conséquence : Pas de vote à l'urne à PLOERMEL.

La CGT, FO, la CFDT, Solidaires étaient présents.

La section est en train de finaliser ses listes de candidats. Nous aurons une liste complète pour le Comité Technique du Morbihan (20 noms). Pour les CAP locales, notre liste est quasi complète sauf pour le grade d'agent administratif (AA FiP). **Nous lançons donc un appel aux agents qui voudraient rejoindre la CGT et être candidats sur nos listes (Contacter le secrétaire au SIE Lorient nord).**

Une élection aura également lieu pour le mandat de la déléguée à l'action sociale d'ici la fin de l'année (durée 5 ans). Un appel à candidature devrait être bientôt lancé.

* Visite du CHS CT au CDFP Lorient

A l'initiative des représentants CGT au CHS-CT, une délégation du CHS-CT a visité, conformément à ses prérogatives, l'Hôtel des Finances de Lorient. La visite a commencé par le PCE et les 2 SIE. Le compte rendu de cette visite vous parviendra très bientôt, il faudra en tirer des conséquences. Mais précisons que des 1ères mesures ont déjà été prises par l'Assistant de Prévention.

■ AGENDA

16 septembre : Assemblée générale de rentrée de l'Union Départementale à Colpo

22 septembre: comité technique local

30 septembre: CHS-CT

18 novembre 2014 : CTR suppressions d'emplois

4 décembre : Élections professionnelles Fonction Publique

